

Chercheur français refoulé aux USA : Paris ment, Paris est ukrainien...

écrit par Christine Tasin | 22 mars 2025



(crédit photo Chip Somodevilla/Getty Images)



(crédit photo Chip Somodevilla/Getty Images)

Washington dément la version du gouvernement français et les aveux du chercheur auraient dû suffire à éteindre l'incendie :

Le chercheur **était en possession d'informations confidentielles issues du laboratoire national de Los Alamos, en violation d'un accord de confidentialité. Il a reconnu les avoir récupérées sans autorisation et tenté de les dissimuler .**

Mais quand on veut tuer son chien – en l'occurrence Trump-, tous les mensonges, tous les faux scandales sont bons à prendre.

Un chercheur français a été refoulé du territoire américain le 9 mars, à la suite d'un contrôle de routine à l'aéroport de Houston, au Texas. Alors que plusieurs médias en France et aux États-Unis ont affirmé que cette mesure aurait été motivée en raison de ses opinions personnelles sur Donald Trump, le Département de la Sécurité intérieure (DHS) dément formellement auprès d'*Epoch Times*, dénonçant des accusations « totalement fausses ».

Le scientifique, affilié au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), se rendait aux États-Unis pour participer à une conférence sur l'espace. À son arrivée, il a été soumis à un contrôle aléatoire. Son téléphone et son ordinateur ont été inspectés par les agents de l'immigration, avant qu'il ne soit expulsé vers la France.

« J'ai appris avec préoccupation qu'un chercheur français, en mission pour le CNRS, s'est vu interdire l'entrée sur le territoire américain avant d'être expulsé », a déclaré Philippe Baptiste, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, dans une déclaration transmise mercredi à l'Agence France-Presse (AFP).

Selon le ministre, cette mesure aurait été prise « parce que le téléphone de ce chercheur contenait des échanges avec des collègues et des relations amicales dans lesquels il exprimait une opinion personnelle sur la politique menée par l'administration Trump en matière de recherche ».

Cette version, selon laquelle le refoulement aurait été motivé par des opinions critiques à l'égard de Donald Trump, est toutefois catégoriquement contestée par Washington.

Contactée par *Epoch Times*, Hilton Beckham, commissaire adjointe aux affaires publiques du Service des douanes et de la protection des frontières (CBP), précise d'abord : « Toutes les personnes arrivant à un point d'entrée aux États-Unis sont soumises à une inspection au cas par cas. Les agents déterminent l'admissibilité des ressortissants étrangers en s'appuyant sur les lois d'immigration américaines. »

« Si des individus enfreignent les conditions de leur statut d'immigration légal et tentent de rentrer de nouveau dans le pays, les agents prendront les mesures appropriées », ajoute-t-elle, sans commenter directement le cas en raison des règles fédérales de confidentialité. « Et si, lors d'une inspection, du contenu électronique suscite des inquiétudes, cela peut conduire à des examens plus approfondis. Les affirmations selon lesquelles ces décisions seraient motivées politiquement sont totalement infondées. »

De son côté, le Département de la sécurité intérieure, également en charge de la protection des frontières et des services de douane, précise sans détour que « toute affirmation selon laquelle son renvoi était motivé par des convictions politiques est totalement fausse ». Selon un porte-parole du ministère, le chercheur français « était en possession d'informations confidentielles issues du laboratoire national de Los Alamos, en violation d'un accord de confidentialité. Il a reconnu les avoir récupérées sans autorisation et tenté de les dissimuler ».

Toutefois, en raison de la version des événements diffusée par le gouvernement d'Emmanuel Macron, la polémique enfle en France. Invité sur Sud Radio, Philippe Baptiste a réitéré ce 21 mars la « préoccupation » de l'exécutif, estimant que l'affaire « touche à la liberté académique et à la liberté d'expression ».

Plusieurs voix médiatiques et politiques se sont également exprimées. Sur X, Caroline Fourest, directrice de *Franc-Tireur*, a dénoncé « une atteinte à la liberté d'expression ». Marie Bellan, journaliste aux *Échos*, estime que « des chercheurs sont empêchés de travailler en raison de leurs travaux scientifiques », ajoutant que « Trump assimile des recherches scientifiques à des opinions politiques ».

Des réactions qui se sont jointes à celles de l'extrême gauche : la députée insoumise Clémence Guetté a qualifié ce vendredi l'affaire de « scandale », dénonçant une « attaque violente contre la liberté académique »

[Epoch Times](#)